



Centre de la CEDEAO pour le
Développement du Genre
(CCDG)



Groupe Intergouvernemental d'Action
contre le Blanchiment d'Argent en Afrique
de l'Ouest (GIABA)

COMMUNIQUE FINAL DE PRESSE

FORUM REGIONAL CONJOINT GIABA/CCDG SUR L'INTEGRATION DES DIMENSIONS GENRE ET JEUNESSE DANS LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE FINANCIERE ET TRANSFRONTALIERE :

LES EXPERTS RECOMMANDENT L'APPLICATION DES NORMES RÉGIONALES ET INTERNATIONALES; ET LA MISE EN PLACE D'UN CADRE REGIONAL EN LA MATIERE.

Accra, 30 août 2017 – Des experts des États membres de la CEDEAO se sont réunis du 28 au 30 Août 2017 à Accra, au Ghana pour échanger et partager leurs expériences sur la problématique de l'intégration des dimensions genre et jeunesse dans la lutte contre la criminalité financière et transfrontalière en Afrique de l'Ouest. Initiée par le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) et le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG), cette réunion consultative conjointe a permis aux représentants des Ministères du Genre, de l'Intérieur et la Sécurité, de la Justice, des Affaires Étrangères, des Finances, des organisations de la société civile, des partenaires au développement et des Institutions et Agences de la CEDEAO, d'examiner les différents enjeux de la criminalité financière et transfrontalière en Afrique de l'Ouest, de faire l'état des lieux de l'égalité du genre et l'autonomisation de la Femme dans l'espace CEDEAO et de bâtir un consensus sur les voies à suivre pour aborder de façon efficace et durable les dimensions genre et jeunesse de cette problématique.



Photo de famille des participants au Forum Régional conjoint GIABA/CCDG

Entre autres difficultés constatées, on peut retenir la question de l'inadéquation de la législation, le faible niveau des ressources humaines et techniques à disposition, le faible niveau de coopération entre institutions nationales et/ou régionales. Les participants à cette réunion ont également observé que les activités criminelles transfrontalières sont en plein essor dans la région de l'Afrique de l'Ouest en raison du taux de chômage et de pauvreté, du niveau élevé d'abandon scolaire, du manque de connaissance des

populations sur la manifestation de la criminalité économique et financière et de l'état poreux des frontières des États membres. Ce sont ces constats qui favorisent la participation des femmes et des jeunes aux crimes économiques et financiers, en tant qu'acteurs et victimes. Au regard de ce diagnostic, les participants ont recommandé un certains nombres de mesures indispensables pour la prise en charge efficace de cette problématique dans l'espace CEDEAO. A l'endroit des gouvernements des États membres, les experts ont entre autres exprimé la nécessité de :

1. Investir dans l'éducation en élaborant des stratégies pour l'inscription et la rétention des enfants dans les écoles afin de réduire leur risque d'implication dans les crimes économiques et financiers;
2. Renforcer la collaboration inter-organismes pour une meilleure application de la législation nationale et régionale en matière d'échange d'informations sur les crimes économiques et financiers;
3. Assurer l'égalité des sexes à tous les niveaux dans la planification, la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes concernant les crimes économiques et financiers;
4. Mettre en place des centres de services sociaux pour faciliter la réadaptation et l'intégration des victimes et des auteurs de crimes économiques et financiers, en particulier la traite des êtres humains, la traite des migrants et la consommation des drogues;
5. Inclure les informations sur la lutte contre la criminalité économique et financière dans les programmes scolaires afin de former les apprenants sur la nature, les tendances et les implications socio-économiques de la criminalité financière et économique en Afrique de l'Ouest;
6. Impliquer la société civile, le secteur privé et les agences donatrices à développer des programmes d'intervention et de sensibilisation pour lutter contre la criminalité financière et économique;
7. Encourager les structures en charge de la détection, de la prévention et de la poursuite des crimes économiques et financiers, ainsi que des responsables de la protection et de la réhabilitation des victimes et auteurs de crimes économiques et financiers à collaborer avec les médias dans le cadre des campagnes d'éducation et de sensibilisation en matière de criminalité financière et économique;

Les experts ont également formulé des recommandations à l'endroit de la Commission de la CEDEAO, notamment :

1. Encourager les États membres à adopter et à mettre efficacement en œuvre les normes régionales et internationales en matière de criminalité économique et financière;
2. Élaborer et mettre en œuvre une stratégie régionale de communication pour sensibiliser les populations sur les dangers de la criminalité économique et financière;
3. Impliquer d'avantage les femmes et les jeunes dans les rencontres portant sur les dimensions genre et jeunesse de la criminalité économique et financière transfrontalière;
4. Renforcer la capacité des acteurs impliqués dans la lutte contre les crimes économiques et financiers en Afrique de l'Ouest.

CENTRE DE LA CEDEAO POUR LE DEVELOPEMENT DU GENRE (CCDG)
Complexe Sicap, Immeuble C, 1er Etage - Avenue Cheikh Anta Diop, Angle Canal 4 - Point E - BP 5802 - Dakar-Fann Sénégal -
<http://www.ccdg.ecowas.int> - <https://www.facebook.com/EcowasGenderCenter/> - ccdg.egdc@orange.sn

Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
Complexe SICAP, Point -E, Immeuble A 1er étage, Av. Cheikh-Anta-DIOP x Canal IV
BP. 32400, Dakar-Ponty, Sénégal Tél.: (+221) 33 859 18 18 / 33 824 17 52 Fax: (+221) 33 824 17 45
secretariat@giaba.org www.giaba.org